SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 27 FÉVRIER 1851.

Rapport de la Commission des Affaires Étrangères, chargée d'examiner le Projet de Loi qui apporte des modifications au Code pénal maritime.

(Voir le N^o 187, session 1849-1850, et le N^o 47, session 1850-1851 de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. le Prince DE LIGNE, P. GILLÈS DE S'GRAVENWEZEL, le Marquis DE RODES, le Vicomte VAN LEEMPOEL, ÉLOY DE BURDINNE, le Baron DE TORNACO, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le Projet de Loi dont il s'agit doit faire disparaître du Code pénal maritime les peines corporelles.

Il doit aussi mettre d'accord la législation pénale qui régit nos marins et notre Code pénal militaire.

Les peines corporelles ont été effacées de ce dernier dès 1830 ; si elles ne l'ont pas été du Code maritime à la même époque, c'est sans doute parce qu'elles étaient alors sans objet.

Nos marins, quoique peu nombreux encore, n'ont pas moins droit à notre sollicitude ; ils ne doivent pas subir une législation exceptionnelle et dégradante.

Le Gouvernement l'a compris, et la Chambre des Représentants l'a compris comme lui.

Le Projet de Loi dont j'ai l'honneur de vous entretenir, n'a point rencontré d'objection au sein de cette assemblée ; il n'en a pas rencontré davantage au sein de votre Commission ; elle a l'honneur de vous en proposer, à l'unanimité, l'adoption.

Le Président,
Prince DE LIGNE.

Le Rapporteur,
Baron DE TORNACO.